

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DES SERVICES VÉTÉRINAIRES  
DB

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
SK

n° 331

1703

ARRETE

N° 992778 du - 4 NOV. 1999

portant autorisation d'exploiter, au titre des installations classées,  
un élevage de vaches laitières par le G.A.E.C. LIERMANN à ASPACH-LE-BAS



**LE PREFET DU HAUT-RHIN**

*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 1992 modifié par les arrêtés des 29 mars 1995 et 1er juillet 1999, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de vaches laitières et (ou) mixtes soumis à autorisation au titre de la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 93-1038 du 27 août 1993 relatif à la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;
- VU la demande présentée par le G.A.E.C. LIERMANN en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter un élevage de plus de 80 vaches laitières ;
- VU le procès-verbal de l'enquête publique à laquelle la demande susvisée a été soumise du 25 mai au 25 juin 1999 ;
- VU les avis exprimés lors de l'enquête publique et administrative ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées ;

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Egalité Fraternité*

VU l'avis du conseil départemental d'hygiène du 7 octobre 1999 ;

**CONSIDERANT** que cet élevage constitue une activité visée à la rubrique 2101- 2.a de la nomenclature des installations classées, soumise à autorisation d'exploiter;

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de fixer des prescriptions ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## ARRETE

**Article 1er** - Le Groupement Agricole d'Exploitation en Commun (G.A.E.C.) LIERMANN, sis 3 rue Malakoff à (68700) Aspach-Le-Bas, est autorisé à exploiter un élevage de cent vaches laitières.

rubrique	désignation	régime
2101-2) a)	2101 Bovins ( <i>établissements d'élevage, de vente, de transit, ...</i> ) 2 )Vaches laitières et/ou mixtes a) de 40 à 80 vaches	A

Les installations et leurs annexes seront situées :

Commune : ASPACH-LE-BAS  
Lieu-dit : Kreutzfeld  
section : 35  
parcelles n° : 172 - 183 - 71 - 70.

Elles sont installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents éléments du dossier de demande d'autorisation en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

**Article 2** - Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable de éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation .

## CHAPITRE I

### *Localisation*

**Article 3** - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- habitation, un local destiné à servir de résidence permanente ou temporaire à des personnes (logement, pavillon, hôtel, etc.) ;
- local habituellement occupé par des tiers, un local destiné à être utilisé couramment par des personnes (établissement recevant du public, bureau, magasin, atelier, etc.).

**Article 4** - Les bâtiments d'élevage et leurs annexes (installations de stockage et de traitement des effluents, silos, etc.) sont implantés :

- à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers ou des locaux habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme), ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers ;
- à au moins 35 mètres des puits et forages, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux, que les eaux soient destinées à l'alimentation en eau potable ou à l'arrosage des cultures maraîchères, des rivages, des berges des cours d'eau ;
- à au moins 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;
- à au moins 500 mètres des piscicultures, sauf dérogation liée à la topographie.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent, dans le cas des extensions des installations existantes, qu'aux nouveaux bâtiments.

## CHAPITRE II

### *Règles d'aménagement*

**Article 5** - Tous les sols du bâtiment de l'élevage accessibles aux animaux (couloirs de circulation du bétail, aires de repos, aires d'exercice, aires d'attente, etc.), toutes les installations d'évacuation (canalisations, caniveaux à lisier, etc.) ou de stockage (fosse à lisier, aires d'ensilage, etc.) sont imperméables et maintenus en parfait état d'étanchéité. Les présentes dispositions ne s'appliquent pas aux aires sous litière accumulée.

A l'intérieur des bâtiments, le bas des murs, sur une hauteur de un mètre au moins, est imperméable et maintenu en parfait état d'étanchéité.

**Article 6** - Un compteur d'eau volumétrique est installé sur la conduite d'alimentation de l'installation.

**Article 7** - Les toits sont munis de gouttières pour la collecte des eaux pluviales qui sont soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. Elles ne sont en aucun cas mélangées aux effluents de l'élevage.

**Article 8** - Les eaux de pluie qui ruissellent sur les aires découvertes accessibles aux animaux (aires d'exercice, silos, aires d'attente, etc.), les eaux de lavage issues de la salle traite et de la laiterie ne rejoignent pas directement le milieu naturel.

Les eaux vertes sont collectées et dirigées vers les installations de stockage des effluents ;

Les eaux blanches sont collectées et dirigées vers le réseau public d'assainissement.

**Article 9** - Les eaux de nettoyage nécessaires à l'entretien des parties couvertes des bâtiments d'élevage sont collectées par un réseau d'égout étanche et dirigées vers les installations de stockage des effluents.

**Article 10** - La pente des sols des bâtiments d'élevage ou des installations annexes permet l'écoulement des effluents vers les ouvrages de collecte et de stockage.

**Article 11** - Les fumiers stockés à l'extérieur des bâtiments d'élevage sont rassemblés sur une aire étanche munie au moins d'un point bas où sont collectés les liquides d'égouttage (purin) qui sont dirigés vers les installations de stockage ou de traitement des effluents de l'élevage.

Dans le cas d'épandage sur des terres agricoles, la superficie de l'aire de stockage est suffisante pour recevoir les déjections solides de l'installation pendant quatre mois au minimum.

Lorsque la présence des animaux dans les bâtiments est inférieure à quatre mois, il en est tenu compte dans le calcul de la superficie de l'aire de stockage.

Toutefois, à l'issue d'un stockage de deux mois dans l'installation, les fumiers compacts pailleux peuvent être stockés sur la parcelle d'épandage dans des conditions précisées par le préfet.

**Article 12** - Les ouvrages de stockage des effluents satisfont aux prescriptions de l'article 5, premier alinéa.

Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de stockage est interdit.

Les ouvrages de stockage à l'air libre sont entourés d'une clôture de sécurité.

La capacité des ouvrages de stockage doit permettre de stocker la totalité des effluents produits dans l'installation pendant quatre mois au minimum.

**Article 13** - Les silos destinés à la conservation par voie humide des aliments pour les animaux satisfont aux prescriptions des articles 4, 5, premier alinéa, et 9.

Les jus sont collectés et traités dans les conditions prévues à l'article 9.

Les aliments stockés sont couverts en permanence par une bâche maintenue en bon état ou tout autre dispositif équivalent, afin de les protéger de la pluie.

### CHAPITRE III *Règles d'exploitation*

**Article 14** - Les déchets de l'exploitation et notamment les emballages sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Ils sont éliminés ou recyclés conformément à la réglementation en vigueur.

Tout brûlage à l'air libre de déchets est interdit.

**Article 15** - Les dispositions de l'arrêté du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont complétées en matière d'urgence par les dispositions suivantes.

Le niveau sonore des bruits en provenance de l'élevage ne doit pas compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité. A cet effet, son urgence doit rester inférieure aux valeurs suivantes :

*Pour la période allant de 6 heures à 22 heures*

DUREE CUMULEE D'APPARITION du bruit particulier : T	EMERGENCE MAXIMALE admissible en dB (A)
T < 20 minutes	10
20 minutes ≤ T < 45 minutes	9
45 minutes ≤ T < 2 heures	7
2 heures ≤ T < 4 heures	6
T ≥ 4 heures	5

*Pour la période allant de 22 heures à 6 heures*

Emergence maximale admissible : 3 dB (A), à l'exception de la période de chargement ou de déchargement des animaux.

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant lorsque l'installation fonctionne et celui du bruit résiduel lorsque l'installation n'est pas en fonctionnement.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.

L'émergence due aux bruits engendrés par l'installation reste inférieure aux valeurs fixées ci-dessus :

- en tous points de l'intérieur des habitations riveraines occupées par des tiers ou des locaux riverains habituellement occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées ;
- le cas échéant, en tous points des abords immédiats (cour, jardin, terrasse, etc.) de ces mêmes locaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier qui peuvent être utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier répondent aux dispositions du décret n° 69-380 du 18 avril 1969).

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

**Article 16** - L'installation est toujours maintenue en bon état d'entretien. Elle fait l'objet de lavages réguliers et d'au moins une désinfection annuelle.

Les produits de nettoyage et de désinfection, en particulier ceux utilisés dans la salle de la traite, la laiterie, sont stockés dans des conditions propres à éviter tout déversement accidentel dans le milieu naturel. Leur stockage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

**Article 17** - Les fumiers et effluents liquides de l'élevage sont traités par épandage sur des terres agricoles dans les conditions prévues aux articles 19, 20 et 21.

L'épandage est réalisé sur les parcelles dont l'inventaire est annexé au présent arrêté. L'exploitant déclare au préfet des modifications éventuelles du plan d'épandage.

**Article 18** - Tout rejet direct dans les eaux superficielles et souterraines de fumiers ou d'effluents liquides non traités est interdit.

**Article 19** - Les distances minimales entre, d'une part, les parcelles d'épandage des lisiers et purins et, d'autre part, toute habitation occupée par des tiers ou tout local habituellement occupé par des tiers, les stades ou les terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, sont fixées en fonction :

- de la mise en oeuvre ou non d'un traitement ou d'un procédé en vue d'atténuer les odeurs ;
- du délai maximal respecté après épandage pour pratiquer l'enfouissement par un labour ou toute autre pratique culturale équivalente sur les terres travaillées.

Elles sont fixées dans les tableaux ci-dessous qui présentent de façon synthétique les situations prévues pour la réalisation de l'épandage.

Cas des terres nues :

	DELAI MAXIMAL d'enfouissement après épandage (en heures)	DISTANCE minimale (en mètres)
Utilisation d'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol des lisiers et purins	Immédiat	10
Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un autre procédé atténuant les odeurs	24	50
Absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs	12	50
	24	100

Cas des prairies et des terres en culture :

	DISTANCE minimale (en mètres)
Utilisation d'un dispositif permettant l'injection directe dans le sol des lisiers et purins	10
Réalisation d'un traitement ou mise en oeuvre d'un autre procédé atténuant les odeurs	50
Absence de traitement ou de procédé atténuant les odeurs	100

**Article 20** - L'épandage des fumiers à moins de 100 mètres de toute habitation occupée par des tiers ou de tout local habituellement occupé par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés, à l'exception des terrains de camping à la ferme, est suivi d'un enfouissement sous vingt-quatre heures.

Les fumiers ayant subi un compostage selon une technique reconnue par le préfet peuvent être épandus à moins de 100 mètres des habitations sans enfouissement sous vingt-quatre heures.

**Article 21** - 1. Les effluents et les déjections solides de l'exploitation incluant ceux de l'élevage bovin et ceux des autres activités d'élevage exercées au sein de l'exploitation sont soumis à une épuration naturelle par le sol et son couvert végétal, dans les conditions fixées ci-après.

Les apports azotés, toutes origines confondues, organique et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la nature particulière des terrains et de la rotation des cultures.

Ils ne peuvent en aucun cas dépasser les valeurs maximales suivantes :

- sur prairie de graminées en place toute l'année (surface toujours en herbe, prairies temporaires en pleine production) : 350 kilogrammes à l'hectare par an ;
- sur les autres cultures (sauf légumineuses) : 200 kilogrammes à l'hectare par an ;
- sur les cultures de légumineuses : aucun apport azoté.

Dans les zones vulnérables définies au titre du décret n° 93-1038 du 27 août 1993, cette quantité maximale est limitée à 210 kg/ha/an et à 170 kg/ha/an à compter du 1er janvier 2003.

L'exploitant déclare au préfet les modifications notables du plan d'épandage.

En aucun cas, la capacité d'absorption des sols ne doit être dépassée, de telle sorte que ni la stagnation prolongée sur ces sols, ni le ruissellement en dehors du champ d'épandage, ni une percolation rapide vers les nappes souterraines ne puisse se produire.

2. L'épandage est interdit :

- à moins de 50 mètres des points de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ou des particuliers ;
- à moins de 200 mètres des lieux de baignade et des plages ;
- à moins de 500 mètres des piscicultures, sauf dérogation liée à la topographie ;
- à moins de 35 mètres des berges des cours d'eau ;
- pendant les périodes où le sol est gelé ou abondamment enneigé (exception faite pour les fumiers) ;
- pendant les périodes de forte pluviosité ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies normalement exploitées ;
- par aéro - aspersion au moyen de dispositifs qui génèrent des brouillards fins.
- sur les terrains de forte pente.

3. Un cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Il comporte les informations suivantes :

- le bilan global de fertilisation azotée, réactualisé, le cas échéant, suivant les modifications d'assolement ;
- les dates d'épandage ;
- les volumes et les quantités d'azote épandus, toutes origines confondues ;
- les parcelles réceptrices ;
- la nature des cultures ;
- le délai d'enfouissement ;
- le traitement mis en oeuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).

**Article 22** - L'exploitant lutte contre la prolifération des insectes et des rongeurs en utilisant des méthodes ou des produits autorisés, en particulier dans la salle de traite, la laiterie.

Ces traitements sont réalisés aussi souvent que nécessaire et au minimum une fois par an.

**Article 23** - Les animaux morts sont enlevés par l'équarrisseur ou détruits selon les modalités prévues par le code rural.

**Article 24** - Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur et maintenues en bon état ; elles sont contrôlées tous les trois ans par un technicien compétent et les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Un interrupteur général d'électricité permettra de couper le courant en dehors des heures d'exploitation et en cas de nécessité.

La protection générale contre l'incendie est assurée par deux poteaux d'incendie normalisés et par des extincteurs en nombre suffisant.

## **Article 25** - DISPOSITIONS DIVERSES

1. Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

2. La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

3. Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

4. En cas de cessation d'activité, l'exploitant en informera le Préfet du Haut-Rhin dans le mois qui précède cette cessation.

Il remettra le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

#### 5. Droit de réserve :

L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publique et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

6. Droits des tiers : les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### 7. Autres règlements d'administration publique :

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie, etc...).

#### 8. Publicité :

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie d'ASPACH-LE-BAS et mise à disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie d'ASPACH-LE-BAS pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

#### 9. Exécution - ampliation :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur des services vétérinaires du Haut-Rhin chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

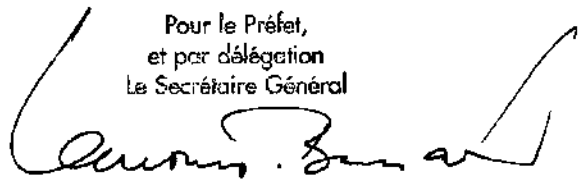
Fait à COLMAR, le  
LE PREFET

- 4 NOV. 1999

#### Délai et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg dans un délai de 2 mois à compter de la notification, par le demandeur, ou dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage des présentes décisions par des tiers ou les communes intéressées (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976).

Pour le Préfet,  
et par délégation  
Le Secrétaire Général



Olivier LAURENS-BERNARD

RELEVÉ PARCELLAIRE PAR ILOTS

COMMUNE : ASPACH LE BAS

N° lot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour réarpandage
					TL	Prairies	faible	forte			
1	Ress	36	155	131		X	X				131
			158								
			161								
			162								
2	Geige	35	107	154			X				154
			108		X						
			109 J								
			110								
3	Schaecher rue de Belfort	35	97	34	X		X				34
			98 J								
			197								
4	Auf Beide Wege	35	346	39	X		X				39
5	Stockacher	35	22	383	X		X				383
			23								
			24								
			26								
			27								
			28								
			29								
			206								
11	Thannerweg  Herrenweg (Aspach-le-Bas)	31	236	472 dont 386 sur Aspach/Bas et 86 sur Aspach/Haut	X				Habitations	19	367
			63								
			64								
			65								
			66								
			67								
			68								
			72								
			73								
			29								

RELEVÉ PARCELLAIRE PAR ILOTS

COMMUNE : ASPACH LE BAS

N° ilot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour l'épandage
					TL	Prairies	faible	forte			
14	Schaffmatten	37	25	309	X		X				309
			26								
			27								
			105								
18	Muhlenpfad  rue de Belfort Kreuzfeld	35	34	942	X		X				942
			35								
			36								
			37								
			39								
			40								
			71								
			72								
			73								
			183								
			290								
19	Hinter dem Wald Kahlberg  Kahlberg (Schweighouse)	25 35	52	623 dont 555 sur Aspach/Bas et 68 sur Schweighouse	X		X				555
			15								
		36	16								
			202								
			204								
			232								
			233								
			75								
			78								
			79								
			80								
			81								
			82								

RELEVÉ PARCELLAIRE PAR ILOTS

COMMUNE : ASPACH LE BAS

N° Ilot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour l'épandage
					TL	Prairies	faible	forte			
20	Bruch	35	10 11 12 13 14	428 dont 289 sur Aspach/Bas 79 sur Burnhaupt/Ht et 60 sur Schweighouse	X		X				289
	Bruch (Burnhaupt le Haut)	40	12 13 21								
	Kahlberg (Schweighouse)	36	92 J 93 94								
21	Bruch	26	32 106 107	92		X	X		Cours d'eau	7	85
23	Kreuzfeld	35	61 62 63	28	X						28
24	Voir Aspach/Haut			336 sur Aspach/Bas	X		X				336
25	Rosenkranzacker	6	49 55 56 57 58 59 60 61 138 49	736	X		X				736
	Auf Beide Wege	35									
	Sous total ASPACH LE BAS			4414						26	4388

RELEVÉ PARCELLAIRE PAR ILOTS

COMMUNE : ASPACH LE HAUT

N° ilot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour l'épandage
					TL	Prairies	faible	forte			
6	Grossboden	28	64 65 66	388	X		X				388
7	Strassfeld	27	61 63 64 65	289	X		X				289
8	Breitenmatten	28	19 20	512	X		X				512
9	Kirschengarten	29	14 15	447	X		X				447
10	Herrenweg	29	88 89	413	X		X				413
11	Voir Aspach le Bas			86 sur Aspach/Haut	X		X				86
16	Trubach	29	42 43 44	273	X		X				273
24	Seilgraben St Amarinfeld (Aspach le Bas)	30 31	20 85 3	1827 dont 1491 sur Aspach/Haut et 336 sur Aspach/Bas	X		X		Cours d'eau	74	1417
Sous total ASPACH LE HAUT				3899						74	3825

RELEVÉ PARCELLAIRE PAR ILOTS

COMMUNE : SCHWEIGHOUSE

N° ilot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour l'épandage
					TI	Prairies	faible	forte			
13	Beim Schinderwald    Geigen	51	14	528	X		X				528
			15								
			16								
			17								
			18								
			19								
			21								
15	Langer Geisacker	52	22	284	X		X				284
			28								
			29								
			30								
			99								
17	Riedmatten	49	11	362	X		X		Cours d'eau	69	293
			83								
			84								
19	Voir Aspach le Bas			68 sur Schweighouse	X		X				68
20	Voir Aspach le Bas			60 sur Schweighouse	X		X				60
Sous total SCHWEIGHOUSE				1302						69	1233

COMMUNE : **BURNHAUT LE HAUT**

N° ilot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour l'épandage
					TL	Prairies	faible	forte			
20	Voir Aspach le Bas			79 sur Burnhaupt/Haut	X		X				79
Sous total BURNHAUPT LE HAUT											79

RELEVÉ PARCELLAIRE PAR ILOTS

COMMUNE :      SOPPE LE HAUT

N° Ilot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour l'épandage
					TL	Prairies	faible	forte			
12	Pfusslen Feld	6	33 34 35 53 54	711	613	98	X				711
31	Voir Mortzwiller			124 sur Soppe/Haut		X	X				124
36	Jesuittenwald	3	2 3	179	X		X				179
37	Boden	4	10	120	X		X				120
38	Kuhplon	3	50 51	175	X		X				175
39	Geisacker	5	81	192	X		X				192
40	Grand Rue  Village Erlen	1  2 6	186 187 J 95 1 2 3 5	649		X	X		Habitations	13	636
Sous total SOPPE LE HAUT				2150						13	2137

RELEVÉ PARCELLAIRE PAR ILOTS

COMMUNE : MORTZWILLER

N° ilot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour réarpandage
					TL	Prairies	faible	forte			
31	Koeplieberg	5	51	1239 dont 1115 sur Mortzwiller et 124 sur Soppe/Haut		X	X		Cours d'eau	72	1043
			138								
	Koeplienacker	5	52								
			53								
			54								
			55								
			56								
			57								
			58								
			59								
			60								
			61								
			62								
			63								
			64								
			65								
	Grumacker	5	78								
			81								
			82								
			83								
			84								
			85 J								
			86 J								
			87 J								
			88 J								
			90								
			91								
			140								
			141								
			151								
			152								

RELEVÉ PARCELLAIRE PAR ILOTS

COMMUNE : MORTZWILLER

N° Ilot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour l'épandage
					TL	Prairies	faible	forte			
	Rumotsche	5	92								
			93								
			94								
			95								
			16								
	Kirchacker (Soppe le Haut)	3	122								
			123								
			124								
			125								
			126								
	Koepfen (Soppe le Haut)	3	127								
			128								
			129								
			131								
32	Stossacker	4	20	46		X	X				46
33	Eck	6	49 50 51 110 111 112	138	X		X				138
Sous total MORTZWILLER				1299						72	1227

RELEVÉ PARCELLAIRE PAR ILOTS

COMMUNE : SENTHEIM

N° llot	Appellation courante	N° de section	N° de parcelle	Surface totale	Nature		Pente		Observation	Surface exclue	Surface retenue pour l'épandage
					TL	Prairies	faible	forte			
34	Eck	14	87 93 94 131 132 128 129 130 133 134 135 136 137 138	468	X		X			468	
	Kohlmatten										
	Sous total SENTHEIM			468							468
	TOTAL GAEC LIERMANN (en ha)			136.11						2.54	133.57

Répartition des terres labourables : 113,56 ha  
Prairies naturelles : 22,55 ha